

Éducation. Entre Nîmes (une grosse centaine) et Montpellier (près de 400), environ 500 enseignants languedociens ont défilé hier contre le texte très contesté.

Réforme du collège: ils exigent que le ministère revoie sa copie

■ Les deux mobilisations organisées hier dans l'Hérault et le Gard pour dénoncer la réforme du collège - qui doit entrer en vigueur à la rentrée 2016 - ont rassemblé quelque 500 manifestants: une grosse centaine à Nîmes place de la Maison Carrée et près de 400 dans les rues de Montpellier.

Le Snes avance 44,6% de grévistes ayant répondu à l'appel lancé par l'intersyndicale Snes, FSU, FO, CGT, Snalc et Sud parmi les enseignants et personnels de vie scolaire attendus dans les collèges de l'Académie (17% selon le Rectorat). « Nous sommes plutôt satisfaits. Il n'est pas évident de mettre en mouvement des enseignants à 15 jours de la rentrée scolaire », confie Maya Amer-Moussa, secrétaire du Snes Gard. Qui prévient: « On n'en restera pas là. On réfléchit à d'autres actions pour les semaines qui viennent. »

Même état d'esprit à Montpellier, où les manifestants ont scandé leur volonté de voir abrogé « ce décret publié le 19 mai, au soir d'une grève majoritaire: c'est dire le mépris... », souligne Arnaud Roussel, co-secrétaire académique du Snes. Comme lui, Salima Goujdad, du Snalc, est vent debout contre ce texte « voté sans aucune concertation et qu'on exhorte aujourd'hui les enseignants de mettre en place. Autrement dit on nous demande de faire notre propre malheur », s'agace-t-elle. Car outre la forme: le passage en force, c'est le fond qui cristallise la colère des enseignants. « Ils sont en train de faire au collège ce qui a déjà été fait au lycée: détricotage des disciplines et saper ce qui faisait la force de notre système scolaire », considère Jacqueline



Une intersyndicale Snes, FSU, FO, CGT, Snalc et Sud a ouvert le cortège montpellierain. Une délégation a ensuite été reçue au Rectorat. PHOTO A.G.

Jozeau, (Sud éducation), prof de lycée venue « par solidarité ».

« On va avoir 5000 collèges différents »

Tous mettent en garde contre « l'inégalité territoriale » que va induire cette réforme. En conférant aux chefs d'établissement une autonomie renforcée, l'offre disciplinaire ne sera pas la même d'un collège à l'autre, pas plus que le nombre d'heures dans chaque spécialité. « On va avoir 5000 collèges différents », estime Mathieu Marshal, enseignant d'histoire-géographie à Villeneuve-lès-Maguelone et secrétaire départemental de FO 34. « Par exemple, le grec et le latin ne seront plus dispensés que dans le cadre de l'EPI (enseignement pratique interdisciplinaire) « Lan-

gues et cultures de l'Antiquité » - dont beaucoup craignent qu'il ne soit davantage tourné vers la civilisation que vers la langue proprement dite, Ndlr. Sauf que cet EPI ne sera pas proposé partout. C'est l'établissement qui décidera », illustre-t-il. Il en sera de même pour les langues régionales, qui étaient hier représentées par de nombreux occitanistes.

Tels qu'ils sont conçus, ces EPI posent un autre problème: « On va forcer les collègues à rogner sur les heures consacrées à leur discipline pour faire ces travaux interdisciplinaires », dénonce Arnaud Roussel. « On a calculé que cela représente 6 mois d'enseignement disciplinaire perdu pour les élèves sur l'ensemble de leur cycle au col-

lège », renchérit Mathieu Marshal. Et puis il y a la suppression des sections euro et des classes bilingue, qui, les professeurs d'allemand l'assurent, mettent leur discipline en danger: « Si on supprime les bilingues, on extermine l'allemand. Dans l'Académie de Montpellier, il est enseigné à 90% en classe bilingue! », illustre Claire Vernisse, qui enseigne à Bagnols-sur-Cèze. « Dans la plupart des établissements de l'Académie, les sections LV2 allemand (à partir de la 4e, Ndlr) ont été fermées parce qu'il n'y avait pas assez d'élèves. Elles ont été transformées en bilingue (dès la 6ème) et depuis c'est un succès: j'ai 31 inscrits! Ils sont en train de casser le meilleur », assure-t-elle.

A.G.